

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**RUE DE BORDEAUX**

**ODP\_ACS\_2022\_01950**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté municipal n° 46 du 19 Mai 1976 modifié, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la Commune d'ANGOULÊME,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

**VU** l'arrêté n°2021-515 complété par l'arrêté n°2022-289 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Philippe POUSSET, 5ème adjoint, Délégué à la Prévention et à la Sécurité

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2021-758 portant délégations de signatures à Madame Anne REVEILLERE-MAURY, directrice des Affaires Juridiques

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public **RUE DE BORDEAUX**, réalisée par l'entreprise **RSO NETWORK**, 2 Rue de la Ferme, 16000 ANGOULEME, transmise à la collectivité le **20/09/2022**, et ce dans le cadre de la réalisation d'opérations de raccordement de l'entreprise Adecco au réseau de la fibre optique,

**Considérant** qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, de garantir par voie d'arrêté une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et/ou le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1** A compter du 26/09/2022, à partir de 8H30 et jusqu'au 30/09/2022 inclus, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

- **RUE DE BORDEAUX au niveau du n°361 (angle impasse LAJUDIE)**

**Circulation restreinte au droit de l'intervention**

**Circulation autorisée sur la voie de bus pour les tous les véhicules**

**Circulation des piétons interdite au droit de l'intervention sauf accès résidents et commerces**

**Stationnement interdit au droit de l'intervention sauf pour le véhicule de l'entreprise**

**Article 2** La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié. La pose, la fourniture et la maintenance seront assurées par les soins de l'entreprise. En cas d'achèvement anticipé du chantier celle-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait les travaux.

**Article 3** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 4** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, les véhicules en infraction seront à la diligence du service d'ordre, retirés de la voie publique et mis en fourrière aux frais du propriétaire contrevenant.

**Article 5** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Directeur de la Police Municipale.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 21/09/2022

Pour le Maire et par délégation

**ODP\_ACS\_2022\_01950**

**Médéric DAVID**  
**Directeur Général Adjoint**  
**Pôle Administration Générale**

Signé par : Médéric DAVID  
Date : 24/09/2022  
Qualité : DGA Administration  
Générale

Médéric DAVID

MAIRIE D'ANGOULEME  
1 Place de l'Hôtel de Ville CS 42216  
16022 ANGOULEME Cedex  
Tel : 05.45.38.70.00  
Mèl : [angouleme@mairie-angouleme.fr](mailto:angouleme@mairie-angouleme.fr)

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
RUE JEAN DIDELON**

**ODP\_ACS\_2022\_01948**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté municipal n° 46 du 19 Mai 1976 modifié, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la Commune d'ANGOULÊME,

**VU** l'arrêté n°2021-515 complété par l'arrêté n°2022-289 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Philippe POUSSET, 5ème adjoint, Délégué à la Prévention et à la Sécurité

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2021-758 portant délégations de signatures à Madame Anne REVEILLERE-MAURY, directrice des Affaires Juridiques

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public **RUE JEAN DIDELON**, réalisée par **SOC TROISEL**, transmise à la collectivité le **19/09/2022**, et ce dans le cadre de la réalisation d'opérations de travaux,

**Considérant** qu'en raison de l'installation d'un chariot télescopique, dans le cadre de travaux de couverture, ainsi que pour préserver la sécurité publique, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement **RUE JEAN DIDELON**,

**Considérant** qu'il a été délivré une autorisation d'occupation du domaine public au demandeur et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou à son représentant, de garantir, par voie d'arrêté, une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et / ou le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1** A compter du 26/09/2022, à partir de 8H30 et jusqu'au 14/11/2022 inclus, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

**- RUE JEAN DIDELON du n°6A à 6H**

**Circulation restreinte au droit de l'intervention**

**Circulation des piétons interdite au droit de l'intervention sauf accès résidents**

**Stationnement autorisé au droit de l'intervention pour le véhicule de l'entreprise**

**Article 2** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 3** La signalisation correspondant à l'article 1 sera mise en place par le demandeur, lequel devra afficher cet arrêté dans les conditions réglementaires. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

En cas d'achèvement anticipé des travaux, celui-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait l'intervention.

**Article 4** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, les véhicules en infraction seront à la diligence du service d'ordre, retirés de la voie publique et mis en fourrière aux frais du propriétaire contrevenant.

**Article 5** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

- Directeur de la Police Municipale.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 20/09/2022

Pour le Maire et par délégation  
Médéric DAVID

ODP\_ACS\_2022\_01948

Directeur Général Adjoint  
Pôle Administration Générale

Signé par : Médéric DAVID  
Date : 20/09/2022  
Qualité : DGA Administration  
Générale

Médéric DAVID

MAIRIE D'ANGOULEME  
1 Place de l'Hôtel de Ville CS 42216  
16022 ANGOULEME Cedex  
Tel : 05.45.38.70.00  
Mél : [angouleme@mairie-angouleme.fr](mailto:angouleme@mairie-angouleme.fr)

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
RUE DE LA MUTUALITE**

**ODP\_ACS\_2022\_01945**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté municipal n° 46 du 19 Mai 1976 modifié, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la Commune d'ANGOULÊME,

**VU** l'arrêté n°2021-515 complété par l'arrêté n°2022-289 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Philippe POUSSET, 5ème adjoint, Délégué à la Prévention et à la Sécurité

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2021-758 portant délégations de signatures à Madame Anne REVEILLERE-MAURY, directrice des Affaires Juridiques

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public **RUE DE LA MUTUALITE**, réalisée par **CREPIS FACADE CONSTRUCTION COTE FACE**, transmise à la collectivité le **19/09/2022**, et ce dans le cadre de la réalisation d'opérations de travaux,

**Considérant** qu'en raison de l'installation d'un échafaudage, du stationnement d'un véhicule dans le cadre de travaux de ravalement de façades, ainsi que pour préserver la sécurité publique, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement **RUE DE LA MUTUALITE**,

**Considérant** qu'il a été délivré une autorisation d'occupation du domaine public au demandeur et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou à son représentant, de garantir, par voie d'arrêté, une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et / ou le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1** A compter du 27/09/2022, à partir de 8H30 et jusqu'au 11/10/2022 inclus, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

**- RUE DE LA MUTUALITE au niveau du n°1**

**Circulation restreinte au droit de l'intervention**

**Circulation des piétons interdite sur le trottoir au droit de l'intervention sauf accès résidents**

**Stationnement interdit au droit de l'intervention sauf pour le véhicule de l'entreprise**

**Article 2** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 3** La signalisation correspondant à l'article 1 sera mise en place par le demandeur, lequel devra afficher cet arrêté dans les conditions réglementaires. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

En cas d'achèvement anticipé des travaux, celui-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait l'intervention.

**Article 4** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, les véhicules en infraction seront à la diligence du service d'ordre, retirés de la voie publique et mis en fourrière aux frais du propriétaire contrevenant.

**Article 5** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,  
- Directeur de la Police Municipale.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 20/09/2022

Pour le Maire et par délégation



ODP\_ACS\_2022\_01945

Médéric DAVID  
Directeur Général Adjoint  
Pôle Administration Générale

Signé par : Médéric DAVID  
Date : 20/09/2022  
Qualité : DGA Administration  
Générale

Médéric DAVID

MAIRIE D'ANGOULEME  
1 Place de l'Hôtel de Ville CS 42216  
16022 ANGOULEME Cedex  
Tel : 05.45.38.70.00  
Mél : [angouleme@mairie-angouleme.fr](mailto:angouleme@mairie-angouleme.fr)

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
RUE JEAN FOUGERAT**

**ODP\_ACS\_2022\_01943**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté municipal n° 46 du 19 Mai 1976 modifié, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la Commune d'ANGOULÊME,

**VU** l'arrêté n°2021-515 complété par l'arrêté n°2022-289 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Philippe POUSSET, 5ème adjoint, Délégué à la Prévention et à la Sécurité

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2021-758 portant délégations de signatures à Madame Anne REVEILLERE-MAURY, directrice des Affaires Juridiques

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public **RUE JEAN FOUGERAT**, réalisée par **HERMIONE RETAIL**, transmise à la collectivité le **17/09/2022**, et ce dans le cadre de la réalisation d'opérations de travaux,

**Considérant** qu'en raison de l'installation d'une benne, dans le cadre de travaux de désencombrement d'un magasin, ainsi que pour préserver la sécurité publique, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement **RUE JEAN FOUGERAT**,

**Considérant** qu'il a été délivré une autorisation d'occupation du domaine public au demandeur et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou à son représentant, de garantir, par voie d'arrêté, une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et / ou le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1** Le 18/10/2022, à partir de 8H30 et jusqu'à 19H00, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

**- RUE JEAN FOUGERAT (à proximité des Galeries Lafayette)**

**Circulation restreinte au droit de l'intervention**

**Circulation des piétons interdite sur le trottoir au droit de l'intervention sauf accès résidents et commerces**

**Stationnement interdit au droit de l'intervention sauf pour le véhicule de l'entreprise**

**Article 2** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 3** La signalisation correspondant à l'article 1 sera mise en place par le demandeur, lequel devra afficher cet arrêté dans les conditions réglementaires. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

En cas d'achèvement anticipé des travaux, celui-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait l'intervention.

**Article 4** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, les véhicules en infraction seront à la diligence du service d'ordre, retirés de la voie publique et mis en fourrière aux frais du propriétaire contrevenant.

**Article 5** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

- Directeur de la Police Municipale.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 20/09/2022

Pour le Maire et par délégation

ODP\_ACS\_2022\_01943

Médéric DAVID  
Directeur Général Adjoint  
Pôle Administration Générale

Signé par : Médéric DAVID  
Date : 20/09/2022  
Qualité : DGA Administration  
Générale

Médéric DAVID

MAIRIE D'ANGOULEME  
1 Place de l'Hôtel de Ville CS 42216  
16022 ANGOULEME Cedex  
Tel : 05.45.38.70.00  
Mèl : [angouleme@mairie-angouleme.fr](mailto:angouleme@mairie-angouleme.fr)

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**RUE DE PARIS**

**ODP\_ACS\_2022\_01941**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté municipal n° 46 du 19 Mai 1976 modifié, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la Commune d'ANGOULÊME,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

**VU** l'arrêté n°2021-515 complété par l'arrêté n°2022-289 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Philippe POUSSET, 5ème adjoint, Délégué à la Prévention et à la Sécurité

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2021-758 portant délégations de signatures à Madame Anne REVEILLERE-MAURY, directrice des Affaires Juridiques

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public **RUE DE PARIS**, réalisée par l'entreprise **ENEDIS**, 154 Boulevard Salvador Allende, 16340 L'ISLE D'ESPAGNAC, transmise à la collectivité le **19/09/2022**, et ce dans le cadre de la réalisation d'opérations de travaux sur le réseau électrique ENEDIS,

**Considérant** qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, de garantir par voie d'arrêté une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et/ou le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1** A compter du 02/11/2022, à partir de 8H30 et jusqu'au 03/11/2022 inclus, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

- **RUE DE PARIS au niveau du n°119**

**Circulation restreinte au droit de l'intervention**

**Circulation des piétons interdite au droit de l'intervention sauf accès résidents et commerces**

**Stationnement interdit au droit de l'intervention sauf pour le véhicule de l'entreprise**

- **RUE DE PARIS du n° 94 à RUE DU CAPITAINE ROCOLLE**

**Stationnement interdit**

**Article 2** La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié. La pose, la fourniture et la maintenance seront assurées par les soins de l'entreprise. En cas d'achèvement anticipé du chantier celle-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait les travaux.

**Article 3** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 4** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, les véhicules en infraction seront à la diligence du service d'ordre, retirés de la voie publique et mis en fourrière aux frais du propriétaire contrevenant.

**Article 5** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :


- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

- Directeur de la Police Municipale.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 19/09/2022

**ODP\_ACS\_2022\_01941**

**Pour le Maire et par délégation  
Médéric DAVID  
Directeur Général Adjoint  
Pôle Administration Générale**

Signé par : Médéric DAVID  
Date : 20/09/2022  
Qualité : DGA Administration  
Générale  
  
Médéric DAVID

MAIRIE D'ANGOULEME  
1 Place de l'Hôtel de Ville CS 42216  
16022 ANGOULEME Cedex  
Tel : 05.45.38.70.00  
Mèl : [angouleme@mairie-angouleme.fr](mailto:angouleme@mairie-angouleme.fr)

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**RUE BASSE DE LAVALETTE**

**ODP\_ACS\_2022\_01959**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté municipal n° 46 du 19 Mai 1976 modifié, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la Commune d'ANGOULÊME,

**VU** l'arrêté n°2021-515 complété par l'arrêté n°2022-289 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Philippe POUSSET, 5ème adjoint, Délégué à la Prévention et à la Sécurité

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2021-758 portant délégations de signatures à Madame Anne REVEILLERE-MAURY, directrice des Affaires Juridiques

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public **RUE BASSE DE LAVALETTE**, réalisée par **Madame ABDELNOUR Charlotte**, transmise à la collectivité le **20/09/2022**, et ce dans le cadre de la réalisation d'opérations de livraison,

**Considérant** qu'en raison du stationnement d'un véhicule dans le cadre de livraison de bois, ainsi que pour préserver la sécurité publique, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement **RUE BASSE DE LAVALETTE**,

**Considérant** qu'il a été délivré une autorisation d'occupation du domaine public au demandeur et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou à son représentant, de garantir, par voie d'arrêté, une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et / ou le stationnement,

**ARRÊTE**



**Article 1** A compter du 04/10/2022, à partir de 8H30 et jusqu'au 05/10/2022 inclus, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

**- RUE BASSE DE LAVALETTE du n°13 au n°15**

**Circulation interdite aux plus de 3,5 T**

**Circulation restreinte au droit de l'intervention**

**Circulation des piétons interdite sur le trottoir au droit de l'intervention sauf accès résidents**

**Stationnement interdit au droit de l'intervention, sauf pour le véhicule de la livraison**

**Article 2** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 3** La signalisation correspondant à l'article 1 sera mise en place par le demandeur, lequel devra afficher cet arrêté dans les conditions réglementaires. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

En cas d'achèvement anticipé des travaux, celui-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait l'intervention.

**Article 4** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, les véhicules en infraction seront à la diligence du service d'ordre, retirés de la voie publique et mis en fourrière aux frais du propriétaire contrevenant.

**Article 5** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Directeur de la Police Municipale.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 21/09/2022

**ODP\_ACS\_2022\_01959**

**Pour le Maire et par délégation  
Médéric DAVID  
Directeur Général Adjoint  
Pôle Administration Générale**

Signé par : Médéric DAVID  
Date : 21/09/2022  
Qualité : DGA Administration  
Générale

Médéric DAVID

MAIRIE D'ANGOULEME  
1 Place de l'Hôtel de Ville CS 42216  
16022 ANGOULEME Cedex  
Tel : 05.45.38.70.00  
Mèl : [angouleme@mairie-angouleme.fr](mailto:angouleme@mairie-angouleme.fr)